

Corne de l'Afrique – Somalie

Par le SER de Nairobi



La situation économique est en amélioration ces dernières années comme l'illustre la dynamique de croissance (+4,1 % en moyenne/an, contre +2,7 % entre 2012 et 2022) portée notamment par la reprise de la production agricole. L'activité devrait cependant ralentir en 2025 (+3,0 %), en raison de la baisse de l'aide extérieure et de conditions climatiques défavorables. L'inflation est relativement contenue et en baisse (+5,5 % en 2024, après +6,2 % en 2023) et devrait poursuivre sa trajectoire baissière en 2025 (+3,6 %). Par ailleurs, les transferts de fonds en provenance de la diaspora ont fortement rebondi (s'élevant à 19,8 % du PIB en 2024). En 2024, la Somalie a enregistré un excédent budgétaire (+0,2 % du PIB, après -0,4 % en 2023), grâce à des recettes en hausse et des dépenses maîtrisées. La balance courante s'est améliorée en 2024, grâce aux transferts de la diaspora et aux exportations de bétail, bien qu'elle reste très déficitaire (-9,2 % du PIB).

Une conjoncture favorable malgré des vulnérabilités extérieurs et internes

Les indicateurs économiques sont mieux orientés bien que la situation demeure fragile. L'activité économique s'est redressée en 2023 et 2024 (+4,1 % en moyenne par an, contre +2,7 % entre 2012 et 2022), portée par en particulier par la reprise de la production agricole elle-même favorisée par de bonnes précipitations. Le dynamisme de la consommation privée et des exportations de bétail a également tiré la croissance. Celle-ci devrait cependant reculer en 2025 (+3,0 % selon le FMI), avant de se stabiliser à moyen terme. Cette baisse s'explique par la diminution de l'aide extérieure (notamment de la part de l'USAID), par des conditions climatiques défavorables et un environnement politico-économique restant incertain. À moyen terme, la croissance devrait tendre vers +4,5 %. Ces prévisions restent toutefois liées à la poursuite de la mise en œuvre de l'agenda de réformes structurelles, notamment via le programme du FMI, qui pourrait permettre de nouveaux financements après l'initiative PPTE (cf. glossaire). La Somalie reste toutefois le pays le moins développé de la Corne de l'Afrique.

La baisse de l'inflation (+5,5 % en 2024, après +6,2 % en 2023) **devrait se poursuivre à court terme.** En 2025, l'inflation devrait s'élever à +3,6 % selon le FMI. En raison de l'absence de données régulières, les données sur l'inflation en Somalie ne couvrent que Mogadiscio et quelques grandes villes.

La situation budgétaire s'est nettement améliorée grâce à l'Initiative PPTE, mais la mobilisation des recettes domestiques reste un défi majeur

Le risque associé à la dette publique somalienne a nettement diminué après l'atteinte, en décembre 2023, du point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Cette avancée a conduit à une reclassification de la dette, passant d'une situation de surendettement à un risque modéré dans la dernière analyse de soutenabilité de la dette (DSA) de mai 2024. À la fin 2024, l'encours de la dette publique de la Somalie est estimé à 1,1 Md USD, soit 9,1 % du PIB (contre 37,4 % en 2022, avant l'initiative PPTE). Elle est essentiellement externe et détenue à 43,8 % par des bailleurs multilatéraux et à 50,1 % par des bailleurs bilatéraux.

En 2024, la Somalie a enregistré un excédent budgétaire (+0,2 % du PIB, après -0,4 % en 2023), **grâce à des recettes en hausse et des dépenses maîtrisées.** Les recettes nationales ont été portées par la numérisation de la collecte fiscale, l'élargissement de l'assiette (propriétés, véhicules, entreprises) et un meilleur recouvrement, des efforts appelés à se poursuivre. Pour 2025, le FMI prévoit un déficit budgétaire de -0,3 % du PIB. Les recettes domestiques devraient s'améliorer grâce notamment au renforcement de la modernisation des douanes, à la mise en œuvre de la loi sur le revenu et à l'élargissement de l'assiette fiscale. Malgré ces progrès, les recettes domestiques restent très faibles (3,0 % du PIB en 2024). Ces ressources limitées contraignent les dépenses publiques, qui s'élèvent à 7,4 % du PIB en 2024 à 7,5 % en 2025 et 7,4 % en 2026 (contre 21,2 % en Afrique subsaharienne). La Somalie dépend fortement des subventions extérieures, qui couvrent environ 60 % du budget, dont la Banque mondiale assure la majeure partie. Bien que leur approbation soit annuelle, ces subventions sont attendues jusqu'en juin 2028.

La position extérieure reste très fragile. En 2024, le déficit du compte courant a légèrement diminué (-9,2 % du PIB, après -9,8 % en 2023), grâce à des importations alimentaires stables et à des exportations de bétail importantes. Les transferts de fonds dynamiques (+19,8 % par rapport à 2023) ont également soutenu l'équilibre extérieur. Néanmoins, le déficit courant reste élevé en raison d'exportations encore très concentrées sur le bétail (80 %). L'aide extérieure, qui représente près d'un tiers des transferts courants, devrait par ailleurs baisser. Le déficit du compte courant devrait ainsi continuer à se creuser à -

9,5 % du PIB en 2025 avant de s'améliorer légèrement, à -8,4 % du PIB en 2026. Les réserves de change restent très faibles mais stables (soit 0,2 mois d'importations), bien en deçà des standards recommandés par le FMI.

